

LES DEBATS DE L'ASSEMBLEE GENERALE SUR L'AIEA

Le 3 novembre 1959, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a examiné le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique; c'était le premier rapport portant sur une année entière d'activité - du 1er juillet 1958 au 30 juin 1959; les faits survenus depuis cette dernière date avaient été résumés dans la préface. A l'issue de la discussion, l'Assemblée générale a adopté une résolution présentée conjointement par la République Arabe Unie, la Tchécoslovaquie et l'Union Sud-Africaine, aux termes de laquelle l'Assemblée générale prend acte du rapport.

En présentant le rapport à l'Assemblée générale, M. Sterling Cole, Directeur général de l'Agence, a rappelé qu'à la même époque de l'année précédente, l'Agence était occupée principalement à des tâches d'organisation et de préparation. En revanche, la période 1958/59 "a vu les activités organiques de l'Agence se développer considérablement". Le Directeur général a déclaré : "Après les hésitations du début, l'Agence a maintenant trouvé sa voie. Certes, la route est encore longue avant que bon nombre des objectifs qui lui ont été assignés lors de sa création puissent être atteints. Mais nous sommes convaincus que la voie que suit actuellement l'Agence lui est dictée par le sens des réalités et qu'elle répond aux besoins de la société internationale, tout en tenant compte des limites qui lui sont imposées".

Parlant de quelques-uns des aspects les plus importants de l'activité de l'Agence, M. Cole a fait ressortir que l'assistance technique, qui a continué de jouer un rôle majeur dans ses travaux, avait été considérablement accélérée par la participation de l'Agence au Programme élargi d'assistance technique. Il a également souligné le rôle de l'Agence comme fournisseur de matières nucléaires; il a annoncé que le Conseil des gouverneurs avait approuvé à titre provisoire un ensemble de principes devant régir l'application des garanties de l'Agence contre le détournement de ces matières à des fins non pacifiques, et qu'un règlement d'application détaillé était actuellement en cours d'élaboration.

En ce qui concerne les autres domaines d'activité, M. Cole en a indiqué trois qui présentent un intérêt particulier pour l'Organisation des Nations Unies en raison des travaux qu'elle effectue elle-même dans des domaines connexes. Le premier est l'assistance pour développer la production d'énergie électrique d'origine nucléaire, sujet pour l'étude duquel l'Agence a bénéficié de la précieuse collaboration de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Un autre domaine



Le Directeur général, M. Sterling Cole (sur l'estrade, au premier rang à l'extrême droite) présente le rapport annuel de l'AIEA à l'Assemblée générale des Nations Unies. Assis également sur l'estrade au premier rang, de gauche à droite, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Hammarskjöld, M. de Freitas Valle (Brésil), qui présidait la séance, et le Directeur du Cabinet du Secrétaire général, M. Cordier. Au second rang, à l'extrême gauche, le Sous-Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies pour les affaires politiques spéciales, M. Bunche (photo Nations Unies)

d'intérêt commun est la réunion de conférences scientifiques. M. Cole a déclaré : "Pour plus tard, nous envisageons de réunir, à des intervalles appropriés, des conférences ou colloques pour traiter petit à petit de tous les aspects de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Si l'Assemblée générale décide de convoquer dans l'avenir une troisième conférence du genre de celles qui se sont tenues à Genève, je suis convaincu que l'Agence sera heureuse de participer à son organisation et de prêter toute l'aide possible". Le troisième domaine de collaboration fructueuse est celui de la protection radiologique; en effet, bon nombre des problèmes en jeu présentent un intérêt direct pour le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes.

Dans la discussion qui s'est ouverte sur le rapport, M. B. G. Fourie (Union Sud-Africaine) a déclaré que sa délégation était satisfaite des progrès accomplis par l'Agence. A son avis, celle-ci devrait s'attacher, dans l'avenir immédiat, à trois domaines principaux : coordination et mise au point des normes de santé et de sécurité; assistance technique; amélioration des échanges de renseignements sur tous les aspects de l'utilisation de

l'énergie atomique à des fins pacifiques. En ce qui concerne les objectifs à long terme, M. Fourie a estimé que le passage de l'énergie classique à l'énergie d'origine nucléaire était inévitable et qu'il n'était pas prématuré de commencer à s'y préparer. Parlant de la décision des pays intéressés de choisir Vienne comme siège de l'organisation qui sera éventuellement chargée du contrôle des essais atomiques, il a estimé que l'AIEA serait peut-être en mesure, en fournissant des moyens de recherche et de toute autre manière, de contribuer à la solution de certains problèmes techniques qui se poseront à la nouvelle organisation.

M. Armand Bérard (France) a constaté que l'Agence n'avait pas joué son rôle de "courtier en matières nucléaires". En conséquence, les fonctions de contrôle prévues au Statut de l'Agence et destinées à empêcher tout détournement de produits nucléaires à des fins non pacifiques étaient restées lettre morte. Il a recommandé la modération sur le plan des garanties et a insisté pour qu'on n'établisse pas de règlements trop rigides. Il a mentionné quelques-uns des travaux utiles que l'Agence a accomplis dans deux domaines importants : l'assistance technique et la réglementation internationale en matière de rayonnements.

M. C. W. A. Schurmann (Pays-Bas) a parlé à son tour des réalisations de l'Agence dans ces deux domaines, où elle avait obtenu des résultats remarquables avec des moyens financiers très limités. Cependant, il a constaté que l'Agence n'avait pas encore mené à bien bon nombre des tâches envisagées à l'origine.

M. Harold Riegelman (Etats-Unis) s'est déclaré très satisfait du rapport présenté par l'Agence et a constaté qu'elle était parfaitement qualifiée pour devenir le principal organe centralisateur des efforts conjugués des pays avancés pour aider au développement de l'énergie atomique dans maintes régions du monde. La délégation des Etats-Unis est convaincue qu'un nombre croissant de pays s'adresseront à l'Agence pour subvenir à leurs besoins de combustibles nucléaires. En deuxième lieu, le programme de formation et d'enseignement de l'Agence a pris une extension considérable. En troisième lieu, ses missions d'assistance technique ont fourni des "conseils inappréciables" touchant l'élaboration des programmes nationaux d'énergie atomique. Enfin, les activités de l'Agence en matière de santé et de sécurité présentent une très grande utilité. M. Riegelman a conclu que, dans ces quatre domaines importants, l'Agence devenait un instrument indispensable pour mettre l'atome au service de la paix.

M. Franz Matsch (Autriche) a fait observer que l'Agence ne cessait d'accomplir des progrès considérables en vue de faire bénéficier ses Etats Membres des avantages qui résultent de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

M. Wallace B. Nesbitt (Canada) a noté avec satisfaction les progrès dans l'élaboration d'un système de garanties contre le détournement à des fins

militaires de l'assistance fournie par l'Agence. Il a aussi relevé les résultats obtenus dans d'autres domaines et souligné que, pour permettre à l'Agence de mener à bien toutes les tâches qui lui incombent, les Etats Membres doivent veiller à ce qu'elle dispose de ressources suffisantes et fasse des progrès tangibles dans la voie d'un accord relatif à un système pratique et applicable de garanties.

M. M. D. Yakovlev (URSS) a constaté que l'Agence avait atteint certains résultats en encourageant la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Il fallait cependant inscrire certains faits à son passif, notamment l'attention disproportionnée qu'elle accordait à l'élaboration d'un système de contrôle et d'inspection. M. Yakovlev a fait ressortir qu'aussi longtemps que l'énergie atomique continuerait de faire partie des armements de certains Etats, il serait impossible de généraliser son utilisation à des fins pacifiques. L'interdiction des armes atomiques ouvrirait largement la voie à une nouvelle expansion des activités de l'Agence.

M. Koto Matsudaira (Japon) a indiqué qu'au cours de l'année écoulée l'Agence avait fait des progrès réguliers dans l'exercice de ses principales fonctions. Le Japon avait créé un précédent en concluant avec l'Agence un accord pour la fourniture de trois tonnes d'uranium naturel.

M. Jiri Nosek (Tchécoslovaquie) a insisté pour que l'Agence joue un rôle plus actif qu'elle ne l'avait fait jusqu'ici pour assurer une utilisation exclusivement pacifique de l'énergie atomique. Il a critiqué divers aspects de l'organisation et de l'activité de l'Agence, tout en constatant avec satisfaction qu'elle avait obtenu certains bons résultats.

M. Michael Comay (Israël) a parlé des efforts de son pays pour intensifier la collaboration avec l'Agence.

M. Harold Beeley (Royaume-Uni) a constaté que le rapport annuel de l'Agence démontrait l'utilité de ses activités. Il a félicité l'Agence des études qu'elle a entreprises sur l'adaptation de l'énergie d'origine nucléaire aux besoins économiques des régions sous-développées, et des travaux qu'elle a accomplis dans l'élaboration de recommandations et de codes pratiques en matière de santé et de sécurité. Il a cependant déclaré ne pouvoir s'associer à l'opinion du représentant de l'Union soviétique, selon laquelle l'Agence ne devrait pas déployer autant d'efforts qu'elle le faisait pour empêcher que l'assistance fournie ne soit détournée à des fins militaires.

M. Constantin Nicuta (Roumanie) a fait mention de certains "aspects positifs" de l'activité de l'Agence, mais aussi de quelques-unes de ses "imperfections". A son avis, il incombe à l'Agence de faire tout son possible pour mettre au point un accord sur l'interdiction des armes et des essais atomiques.

M. H. R. Wei (République de Chine) s'est déclaré satisfait des progrès accomplis par l'Agence.